



Mardi 7 décembre 2021

ON LÂCHE RIEN



TOUTES et TOUS DANS LA RUE

Salaires en berne depuis 20 ans, travailleurs et travailleuses « essentiel-les » exclu-es du Ségur, menaces sur les conventions collectives CC 66-CHRS, conditions de travail difficiles, climat délétère...ASSEZ ! Les salarié-es du secteur social et médico-social entrent en lutte.

A l'heure où Emmanuel Macron ose affirmer dans son allocution du 9 novembre 2021 que les soignants ont été augmentés de « 200 à 400 euros », la réalité de notre secteur est toute autre. Selon Castex, la transposition du Ségur de la santé dans le champs social et médico-social pour le personnel médical et paramédical serait aujourd'hui effective alors qu'aucun accord n'a encore été signé et qu'il ne peut donc s'appliquer. Pour les autres salarié-es de l'accompagnement, éducateurs spécialisés, moniteurs éducateurs, assistants sociaux...le ministre assure que l'application du Ségur pour ces salarié-es là, serait conditionnée à la remise à plat de nos conventions collectives, trop obsolètes selon lui.

Bien évidemment, la convention collective unique, telle que perçue par le ministre et nos patrons consisterait, soyons en sûr-Es à réchauffer la soupe qu'ils nous avaient déjà servi. Celle d'une convention unique de bas niveau, avec des salaires plus attractifs en début de carrière mais stagnants sur les fins de carrière, agrémentés selon les objectifs et les missions attendues par les employeurs. C'est ce qu'on appelle, le salaire au mérite. Cela marque la fin de la reconnaissance de nos diplômes, la déqualification de notre secteur et l'obligation de nous soumettre aux injonctions des patrons pour obtenir un salaire décent.

Rajoutons également, que les acquis conventionnels tels que les Congés supplémentaires, les jours de carence en cas de maladie, tout ce que nous avons acquis et maintenu par les luttes pourraient bien disparaître. La crise sanitaire n'a fait que révéler l'état dans lequel se trouve le secteur social et médico-social.

Les salarié-es dit-Es essentiel-les quittent en masse les établissements du fait des salaires trop bas au regard des conditions de travail difficiles (horaires de travail contraignants, surcharge de travail, charge mentale, aggravation des troubles du comportement des résidents, bureaucratisation à outrance, perte de sens, management agressif...). Beaucoup partent en

intérim, et préfèrent un statut précaire, car ils y sont mieux payés, n'ont plus les responsabilités des titulaires, et peuvent accommoder leurs horaires de travail selon leurs disponibilités. Ceci a un coût, financier et humain, et nos employeurs sont les premiers responsables de ce gaspillage car ils n'ont fait qu'accompagner les mesures gouvernementales sans jamais les remettre en cause. Aujourd'hui, ils nous invitent à les rejoindre devant les préfectures pour réclamer plus de moyens, plus de conditions de travail décentes pour les salarié-Es, protester contre la mise en place de la tarification à l'activité du secteur (Seraphin PH) et le recours aux contrats à impact social de sociétés privées moyennant 6 % de retour à l'investissement ?

Nous exigeons la transposition du ségur de la santé pour toutes et tous les salarié-es du secteur, sans aucune distinction et sans chantage à la mise à plat de nos conventions collectives CC 66-CHRS et CC 51. nous avons toutes et tous été sollicité-es lors des confinements, des couvre-feux, parfois exposé-es aux dangers liés au covid-19 sans que les directions ne prennent la mesure des risques qu'ils nous ont fait encourir. nous avons été épuisés, culpabilisés et instrumentalisés...

Cela suffit ! Halte à la marchandisation de nos secteurs!

Nous appelons TOUS LES SALARIE-ES de nos secteurs à entrer en lutte pour des actions de protestations devant les grilles des établissements, et à rejoindre la manifestation :



Mardi 7 décembre ON LÂCHE RIEN

- Ouverture de places dans le social, sanitaire et medico-social et l'ouverture de lits dans la santé.
- Arrêt des restructurations, et de suppressions de places et de fermetures de lits.
- Des budgets à la hauteur des besoins et arrêt des financements de SERAPHIN PH et de la T2A.
- Création de 400 000 embauches sur des statuts pérennes et contrats CDI (100 000 pour le social et medico-social, 100 000 pour la santé et 200 000 pour les EHPADs)
- Un plan, de formations qualifiantes et, ambitieux loin des promesses du SEGUR
- Pour l'amélioration des conditions de travail, d'accueil et de qualité de prise en charge des personnes accueillies pour redonner du sens à notre travail.
- Revalorisation salariale d'au moins 300€ et la transposition des 183€ pour toutes et tous PRIVE-PUBLIC
- Nous exigeons une convention collective unique, de haut niveau, qui va dans le sens d'une amélioration nette de nos salaires et de nos avantages acquis.(conquis)
- Pour un grand service public d'action-sociale et de santé

TOUTES et TOUS DANS LA RUE

**Mardi 7 décembre Rassemblement à 13h30
Place Jean Macé en direction de la Prefecture.**

Avec un sit-in allongé pour dénoncer que le gouvernement, les organisations patronales et nos employeurs tuent nos secteurs du social, médico-social et de la santé.

- A **15h30** devant la Prefecture, conférence de presse.
 - A **17h30** AG à la Bourse du Travail
- Des préavis de grève ont été déposés, des débrayages sont possibles.

Lyon le 25 novembre 2021